

Gérard WINTER

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE 1969

SECTION D'ECONOMIE-DEMOGRAPHIE

- I - La problématique d'ensemble
- II - Le cadre d'intervention au CAMEROUN
- III - Emploi du temps
- IV - La planification régionale
- V - La planification nationale
- VI - Le rôle de l'Etat dans le financement du Plan
- VII - Bilan et perspectives
- VIII - Problèmes divers

I - LA PROBLEMATIQUE D'ENSEMBLE

Le problème à résoudre est le suivant : dans quelle mesure le CAMEROUN est-il maître de son développement et, d'une manière plus précise, quelle peut être l'influence de la puissance publique camerounaise sur le développement économique et social du pays ?

L'étude de ce problème nécessite :

1) Une observation scientifique des faits c'est-à-dire d'abord une information aussi précise que possible sur les caractéristiques de l'économie du pays et sur leur évolution. La science du sous-développement, science à appliquer s'il en est, ne peut dépasser le stade des considérations générales si des

données chiffrées et incontestées ne sont disponibles sur une période de plusieurs années (cf. KUZNETS : "la croissance économique s'accompagne toujours d'une accumulation constante de connaissances établies au sujet des réalisations économiques et sociales de la société en question"). Même au CAMEROUN, où la Direction de la Statistique est particulièrement étoffée, le rassemblement de données chiffrées correctes se heurte à d'immenses difficultés. Des statistiques aussi fondamentales et apparemment faciles à tenir que celles relatives au commerce extérieur, à la monnaie et à ses contreparties sont délicates à interpréter soit que la collecte présente parfois des lacunes, soit que la définition des données présentées soit confuse ou variable. Le rassemblement et la critique de ces données est une tâche longue, difficile mais nécessaire. De surcroît, la situation politique, les influences extérieures, les structures sociales, l'organisation générale du pays et en particulier de son administration, la mentalité, les moeurs et la productivité des agents économiques sont des facteurs du développement très importants sinon prépondérants. Qu'ils soient favorables ou défavorables ces facteurs débordent largement le cadre de l'économie. Ils ne peuvent guère être mesurés non plus que leurs effets. Ils doivent donc être observés de près et en quelques sorte éprouvés ce qui pour des raisons politiques et techniques, non particulières au CAMEROUN, suppose un certain engagement dans la vie économique du pays. La plupart des études relatives à l'économie camerounaise, faute de cette information chiffrée rigoureuse et de cette observation active de la

réalité sous ses divers aspects, se révèlent insuffisantes pour expliquer et agir.

2) Une explication de l'évolution constatée, par la mise en évidence des facteurs, positifs ou négatifs, de cette évolution. C'est à cette explication que visent les théories du développement. Les unes, basées surtout sur la généralisation de séquences observées et qu'il faudrait plutôt appeler des "théories du sous-développement" cherchent à montrer pourquoi dans certains pays la croissance est moindre qu'ailleurs, ou même négligeable. On parlera alors de "blocages" politiques ou psycho-sociaux, de dépendance économique, financière ou culturelle, d'inadaptation de la "mentalité traditionnelle" aux exigences de la technique, de désarticulation de l'économie, de dualisme etc...

Les autres, parfois formalisées, qui s'appuient en principe sur des relations quantitatives, mais dont le pouvoir explicatif est souvent restreint, cherchent à privilégier certains facteurs positifs d'une croissance effectivement constatée pour finalement préconiser une politique de développement. Les facteurs habituellement étudiés sont les suivants : importance des ressources naturelles, quantité, qualification et moindre coût de la main d'oeuvre, volume (très souvent) et répartition par secteurs (moins souvent) des investissements, financement extérieur, existence d'une "classe" d'entrepreneurs autochtones et d'une épargne intérieure, stabilité et efficacité de l'organisation administrative et politique, mise en oeuvre d'une politique délibérée de "déséquilibres sectoriels" qui respecte les équilibres globaux etc...

Au CAMEROUN et depuis son indépendance (1960) le Produit Intérieur Brut par tête et à prix constants a augmenté en moyenne d'environ 2,5 à 3% par an, ce qui n'est pas négligeable. Il faut donc expliquer ce qui a déterminé cette croissance. De plus il m'apparaît que cette croissance aurait pu être plus rapide, quels que puissent être les caractéristiques classiques de sous-développement que présente le pays, la conjoncture extérieure, et le contexte sociopolitique, grâce à la mise en oeuvre d'une série de mesures simples et concrètes. Le problème que je me pose finalement est donc bien le suivant : de quelle marge de manoeuvre dispose l'Etat, quels en ont été et quels en peuvent être les effets ?

3) Une expérimentation c'est-à-dire l'observation des effets des mesures prises par la Puissance Publique, pour autant qu'elles vont dans le sens préconisé.

Il est bien évident que si l'Etat met en oeuvre une planification c'est qu'il estime être maître, au moins en partie, d'un certain nombre de facteurs du développement et qu'il entend affirmer cette maîtrise.

L'organe de planification apparaît ainsi comme le lieu privilégié de l'étude du problème de fond soulevé ci-dessus. Non seulement c'est un lieu où converge une information très diverse mais c'est aussi celui où les décisions, même si certaines sont prises à un niveau plus élevé, sont étudiées et préparées et où leurs effets généraux sont observés.

Cependant des objections importantes peuvent être formulées sur quatre points :

a) Une contestation radicale de la démarche préconisée ci-dessus est présentée par les tenants de la théorie du "dualisme". Il faut entendre par "dualisme", la coexistence au sein d'un même ensemble de deux systèmes économiques, techniques et sociaux obéissant à des logiques différentes. Mais on peut aller plus loin. En effet à ce dualisme de coexistence s'en est ajouté un autre : un dualisme d'intervention. Il concerne les actions de développement réalisées auprès des sociétés traditionnelles par des agents du progrès technique (nationaux ou étrangers). Ces actions, en dépit de certaines formes de contact, restent en général extérieures aux sociétés concernées (1) "Les agents du progrès économique sont porteurs d'une forme d'organisation des relations entre les gens qui se situe hors du possible de l'organisation réelle des villages" (G. ALTHABE) : "La cause profonde de l'échec de la pénétration du progrès technique se situe au niveau même des analyses qui fondent les politiques de développement. Il y a dualisme au niveau de la théorie en ce sens que celle-ci plaque sur la réalité étudiée des modes d'observation, des concepts et des schémas qui lui restent extérieurs" (1) si bien que finalement "substituer la mesure à la signification est proprement absurde car ce sont les significations qui sont d'abord en question" (2).

Pour aboutir à la transformation du secteur traditionnel il faudrait donc "restituer la structure

(1) cf. part. de M. le Prof. J.C.PERRIN dans "Structures traditionnelles et Développement". Ed. EYROLLES, Coll. Rythmes économiques, Série Avis de Développement, 1968.

(2) Voir p. 3

d'organisation de la société traditionnelle dans son unité sociologique, économique et culturelle" et "il revient aux études ponctuelles en profondeur de formuler plus systématiquement une explication des échecs et d'ouvrir des perspectives de solution" (1).

Cette argumentation est claire et forte ; elle a l'avantage de renouveler la problématique de la recherche et de montrer la nécessité de l'articulation des deux méthodes d'analyse du sous-développement. Il m'apparaît néanmoins qu'une telle position, qui met si fortement en cause les politiques de développement de ces dernières années, ne doit pas être maintenue avec trop de rigidité. Elle repose en effet sur le constat suivant "tout se passe comme si, au lieu d'affaiblir et de déstructurer le système traditionnel, le dualisme avait induit en lui une énergie et une créativité nouvelles malheureusement directement opposées aux objectifs et aux formes de progrès technique". Or les politiques de développement de ces dernières années dans des pays comme la COTE D'IVOIRE (où le revenu réel par tête augmente de plus de 3,5 % par an) ou le CAMEROUN (où ce revenu réel par tête augmente de 2,5 à 3 % par an) ne semblent pas être des échecs patents. De plus l'urbanisation, la scolarisation, l'essor des exportations des "produits de base", la diffusion des moyens de communication et d'encadrement, l'essor d'une bourgeoisie autochtone, commerçante ou paysanne et peut-être bientôt industrielle, et plus généralement d'un "secteur intermédiaire" progressif(2),

(1) voir page 3

(2) cf. travaux de M. COUTY

Le poids d'une fonction publique qui maintient ses relations avec la campagne sont des phénomènes si massifs que, sous réserve de manifestations extrêmes de refus et de repli, somme toute exceptionnelles et peut être provisoires, force est de constater l'importance croissante des processus économiques "classiques" ou pour mieux dire la réduction des "différences entre le système traditionnel et le système rapporté".

Enfin on peut raisonnablement estimer :

- Que les responsables locaux du développement économique ont moins de mal à comprendre de l'intérieur les sociétés traditionnelles de leur pays que des chercheurs, généralement étrangers, et que même s'ils n'explicitent pas seuls leur connaissance intuitive, ils en tiennent compte dans leur action, au point de dérouter parfois l'observateur étranger.

- Que de toute manière l'intervention économique ne peut attendre, vu les phénomènes ci-dessus énumérés, et qu'un schéma d'analyse même imparfait mais rapidement construit, souple, soumis à expérimentation sur le terrain en collaboration avec les principaux représentants des sociétés traditionnelles (et c'est là un des objectifs fondamentaux de la planification régionale) et menant l'analyse à un niveau intermédiaire entre la nation et le village (la "région"), est aussi nécessaire, non seulement sur le plan de l'action, mais aussi sur celui de l'analyse, que des études ponctuelles et en profondeur qui ne peuvent guère prendre en compte les contraintes extérieures à l'univers villageois.

- Que des conditions historiques et objectives, donc mesurables, ont souvent eu une influence déterminante sur l'organisation de certains groupes humains et sur leur comportement vis-à-vis de l'extérieur. Le cas des Bamiléké et des Bamoun du CAMEROUN, qui sont ethniquement très proches, mérite d'être étudié ; les Bamiléké cantonnés sur une zone montagneuse et réduite, par la vague foubé au Nord, par une forêt impénétrable ailleurs, ont survécu sur cet espace restreint, en dépit d'une densité atteignant parfois cent au kilomètre carré et avec une agriculture sans engrais, grâce à une organisation sociale très rigide et très hiérarchisée ; dès que la colonisation allemande a ouvert des voies de pénétration ils se sont lancés dans la seule expansion que voisins et colonisateurs pouvaient tolérer : le commerce. Les Bamoun par contre qui n'ont pas eu à résoudre le problème d'une population en expansion sur un territoire restreint ont des structures sociales plus lâches et une attitude vis-à-vis de l'extérieur beaucoup moins dynamique.

Il semble d'ailleurs difficile de nier que la densité de population est un facteur d'organisation politique, économique et sociale important. Il ne s'agit donc pas plus de "mettre en question des significations" en négligeant les mesures que de "substituer la mesure à la signification" : l'une et l'autre démarches ne peuvent être séparées.

Il n'en reste pas moins vrai que l'impact des actions de développement sur l'économie "traditionnelle" est d'une importance capitale, dont la méconnaissance est certainement la cause de la plupart des échecs de la planification en AFRIQUE. Cette mise

en relation de l'économie villageoise et de la politique de développement c'est finalement la justification profonde de ce que l'on appelle si improprement "régionalisation" ou "planification régionale". L'étude de notre problème de départ exige donc aussi et peut-être surtout l'analyse et l'expérimentation scientifique de la "régionalisation".

b) Il peut arriver, et c'est finalement un point délicat de toute planification classique que la politique financière de l'Etat ne coïncide pas avec la politique voulue par les planificateurs (les échéances, les objectifs, les contraintes, les structures et les hommes ne sont pas les mêmes). Il est donc nécessaire, même si l'on est placé au sein de l'organe de planification, de suivre de très près la politique financière, sensible finalement à toute réaction importante de l'économie.

c) Les considérations socio-politiques revêtent une grande importance. Ne pas en tenir compte c'est passer à côté de l'explication de certains phénomènes et en tout cas de la plupart des décisions. L'étude, fort difficile, de ce contexte nécessiterait des spécialistes, autochtones, de la science politique et de la sociologie. Faute de ces spécialistes il ne reste à l'économiste qu'à enregistrer le processus de prise de décisions, après avoir observé la confrontation des intérêts divergents au sein des Commissions de Planification et compte-tenu des prises de position officielles et traduites en discours, des représentants du pouvoir.

d) Enfin face au rôle de la puissance publique il y a celui de l'entreprise privée généralement étrangère. L'étude de ce secteur, en particulier de ses relations avec l'extérieur, est le complément indispensable à l'étude du secteur public ; elle exige des interventions et des méthodes très différentes (1).

II - LE CADRE D'INTERVENTION AU CAMEROUN

A beaucoup d'égards le CAMEROUN apparaît comme un champ d'étude intéressant : c'est d'abord un pays extrêmement diversifié ("le résumé de l'AFRIQUE" a-t-on dit) de par sa géographie, ses populations, ses ressources naturelles ; c'est aussi un Etat nationaliste, jaloux de son indépendance mais modéré et stable qui préfère avancer moins vite que d'autres mais à son rythme. Enfin, il possède d'assez nombreux cadres diplômés d'études supérieures ainsi qu'une bourgeoisie commerçante très dynamique. Comme il a déjà été dit sa croissance n'est pas négligeable (+ 2,5 ou 3 % par an ces dernières années pour le revenu réel par tête). D'autre part dès 1960 il y voulu organiser son développement par une politique de planification ; il exécute actuellement son deuxième plan quinquennal et entre dans la phase active d'élaboration du troisième (qui s'étendra de Juillet 1971 à Juin 1976).

Bien qu'il y ait beaucoup à dire sur cette expérience de planification, en particulier sur l'influence déterminante des facteurs politiques, et sur ses résultats, elle connaît une continuité et un souci d'adaptation aux réalités locales, qui en permettent au moins une étude suivie.

En outre, la mécanisation de la Comptabilité Publique qui a débuté avec l'exercice budgétaire 1967-1968 et qui va aboutir d'ici peu à une comptabilité du Trésor, intégrée, précise, détaillée et à jour constitue un instrument d'intervention

(1) voir page suivante

de la Puissance Publique très important et dont la planification a su faire son profit. Enfin depuis trois ans, la Direction de la Statistique a fait un gros effort en matière de Comptes Economiques et de Recensement Industriel. On disposera actuellement de 6 années de Comptes et bientôt de 8 années, les Opérations financières ont été étudiées en 1965/1966 et vont l'être pour 1968/1969, des informations sur le comportement financier des entreprises privées seront prochainement disponibles.

Compte-tenu de la problématique d'ensemble exposée ci-dessus et des conditions spécifiques du CAMEROUN il a paru intéressant que l'ORSTOM s'insère dans l'organisme de planification de l'Etat Camerounais pour étudier cette planification, un de ses instruments essentiels qui est la politique financière et son essai soutenu de régionalisation.

Le cadre de l'intervention de l'ORSTOM est défini par une Convention entre le Ministère du Plan et du Développement, relative "aux études économiques et méthodologiques liées à la planification". Cette convention, appliquée de facto depuis plus de deux ans, est en cours de signature. Elle concerne trois programmes : Contenu et Méthodes de la planification au CAMEROUN, les Méthodes de la planification régionale au CAMEROUN : le rôle de la région dans le développement, les finances publiques au CAMEROUN : le rôle de l'ETAT dans le financement du Plan.

Il est prévu que les chercheurs prendront part en qualité d'experts aux discussions et travaux d'élaboration du 3ème Plan se rapportant à l'objet de la Convention. Les avantages et inconvénients d'une telle formule ont été étudiés

(1) page précédente

Il me semble, et je le répète une nouvelle fois, que cette problématique d'ensemble exige la collaboration des diverses disciplines des Sciences Humaines, que la plupart des points énumérés ci-dessus ont déjà été étudiés, mais isolément, par des équipes de l'ORSTOM et qu'une réflexion commune visant à une synthèse s'avèrera nécessaire et devrait être possible assez rapidement.

dans ma note de Novembre 1968 "Insertion des économistes de l'ORSTOM dans les structures locales" qui était jointe à mon Rapport d'activités 1968 et qui restent valables. Cependant il apparaît qu'en période d'élaboration d'un Plan :

cette participation aux discussions et travaux est en fait très prenante, encore que pleine d'enseignements si on arrive à préserver un minimum de temps pour la lecture, la réflexion et la rédaction. Ce point sera repris dans la suite de ce rapport mais il convient de noter que le bilan d'une telle expérience concrétisé par la rédaction d'un rapport scientifique proprement dit ne sera possible que dans 2 ans. D'ici là les travaux en cours se concrétisent surtout par des notes, rapports et essais méthodologiques qui traduisent les enseignements pratiques à usage local des recherches en cours.

III - EMPLOI DU TEMPS 1969

Comme il a été indiqué dans mon précédent rapport, l'accent a été mis tour à tour au cours de l'année sur l'un ou l'autre des programmes, selon le calendrier des travaux de planification, les échéances mécanographiques, la parution des informations et études, la préparation des missions extérieures etc...

En gros, on peut dire que le premier semestre a été consacré à une réflexion générale sur les problèmes que pose le développement du pays et à une critique d'ensemble des conditions d'élaboration et d'exécution du 2ème Plan de façon à faire démarrer sur des bases améliorées les travaux d'élaboration du 3ème Plan. Ce premier semestre a également été consacré à des analyses budgétaires détaillées. Quant au quatrième trimestre il a été marqué par ma participation aux groupes d'études "Financement du 3ème Plan", par l'analyse des statistiques monétaires et par l'étude d'un modèle de croissance.

D'une façon plus précise le calendrier a été le suivant :

- Janvier 1969
- :-Analyse économique et fonctionnelle des dépenses de l'Etat pour les années 62/63, 65/66, 68/69.
 - Exploitation sur ordinateur IBM 1401 de la codification économique des dépenses de l'Etat de l'exercice 67/68.
 - Inventaire des archives de l'élaboration du 2ème Plan pour retrouver le processus des arbitrages financiers.
- Février 1969
- :-Mise au point de la méthodologie d'élaboration du 3ème Plan (qui sera enterinée par le Gouvernement en Mars).
 - Transfert à M. VALETTE du programme sur la régionalisation.
 - Mission d'information à l'Institut Panafricain de Développement à Douala, avec M. VALETTE.
- Mars 1969
- :-Mise au point et tirage du document concernant l'ensemble des statistiques budgétaires depuis 1962-1963 (plus de 40 tableaux et graphiques).
 - Participation à la réunion semestrielle des géographes de l'ORSTOM sous la présidence de M. le Professeur ROCHEFORT. Rédaction et présentation de la note relative à "L'aspect régional de la planification au CAMEROUN" (cf. document ci-joint).
 - Reconversion et aménagement de l'exploitation mécanographique (désormais sur ordinateur IBM 360/40) de la codification économique des dépenses de l'Etat.

Avril 1969

: -Mission de 10 jours à Abidjan, pour participer à la réunion des économistes de l'ORSTOM sur l'analyse régionale et obtenir des informations sur la planification et la politique financière en COTE d'IVOIRE (cf. mon compte-rendu de mission n°1292/GW/nb du 19/4/69).

-Exploitation mécanographique, entièrement satisfaisante, de la codification économique des dépenses de l'Etat relatives aux neuf premiers mois de l'exercice 68/69 et selon la nouvelle analyse adaptée au 360/40.

-Etude sur le rythme de consommation des crédits d'équipement de l'Etat depuis 62/63.

Mai 1969

: -Etude du modèle de croissance de l'économie camerounaise utilisé pour les projections du 2ème Plan, compte-tenu des trois années de Comptes Economiques obtenues depuis lors. Mise au point avec le Service Mécanographique du programme de calculs sur ordinateur.

Juin 1969

: -Présentation à une mission française (Finances-INSEE), venue étudier les conditions de la mécanisation de la comptabilité publique au CAMEROUN, de la Codification économique des dépenses de l'Etat (cf. note ci-jointe).

-Etude des tableaux mécanographiques relatifs à cette codification.

Juillet-Aout 1969:-Congé

Septembre 1969 : -Mission de quatre jours à Dakar pour prendre contact avec la Section des Services des Sciences Humaines de l'ORSTOM. Rédaction avec M. COUTY d'une note sur "la Situation et l'Avenir de la Section Economie-Démographie (diffusée en Octobre)
-Participation à la réunion d'une étude du Plan sur les principaux problèmes du développement de l'économie au CAMEROUN (en vue de leur étude plus approfondie par des Groupes d'études spécialisés, en prélude à l'élaboration du 3ème Plan); j'ai participé à cette note pour les problèmes suivants : adaptation de l'Administration aux problèmes du développement, financement de l'économie, enseignement - formation - emploi, information statistique.

Octobre 1969 : -Rédaction du rapport relatif à l'exécution du 2ème Plan en matière budgétaire (20 pages, tableaux et graphiques).
-Etude des institutions monétaires.
-Note pour le Groupe d'Etude Financement: "le financement des investissements du 3ème Plan : cadre d'analyse" (9 pages).

Novembre 1969 : -Participation aux travaux du Groupe d'Etude Financement et rédaction du rapport (12 pages).
-Rassemblement des statistiques relatives à la monnaie et à ses contreparties depuis 1962.

Décembre 1969 :-Travaux sur le modèle de croissance en vue de déterminer, après adaptation du modèle utilisé pour le 2ème Plan, les grandes lignes des politiques économiques et financières possibles à moyen terme.

IV - PROGRAMME SUR LA PLANIFICATION REGIONALE

Un élève de l'ORSTOM, M. VALETTE, est arrivé à ~~M~~oundé en Novembre 1968, pour prendre en charge ce programme. Il devait être suivi d'un chercheur confirmé de l'ORSTOM qui finalement n'a pu être envoyé au CAMEROUN. Jusqu'en Mars-Avril j'ai aidé M. VALETTE à aborder son programme en cherchant à préciser avec lui la manière dont le problème se posait localement et en le mettant au courant des travaux et documents concernant la régionalisation. Nous avons préparé ensemble une intervention conjointe pour la réunion semestrielle des géographes de l'ORSTOM présidée par M. le Professeur ROCHEFORT.

Le thème suivant a été traité : le point de vue des économistes sur la régionalisation :

- 1) La région dans l'analyse économique (M. VALETTE).
- 2) L'aspect régional de la planification au CAMEROUN (cf. document ci-joint).

A la suite de ce bref bilan commun fait en Avril avec l'équipe ORSTOM de COTE D'IVOIRE j'ai abandonné ce programme à M. VALETTE, sauf lorsqu'il s'articulait directement au programme relatif à la planification nationale.

Il m'apparaît que M. VALETTE exécute ce programme d'une manière très satisfaisante, et son rapport d'activité 1969, en fait foi. A la suite de la réorganisation du Ministère du Plan, intervenue au milieu de l'année, il est inséré dans le Service de la Planification Régionale et assiste le responsable régional de la planification dans l'Inspection

Fédérale de l'Ouest. Naturellement à certaines époques son travail se différencie mal de celui d'un Assistant technique d'autant que le deuxième économiste de l'ORSTOM prévu pour l'épauler n'a pu venir et que les assistants techniques prévus pour la coordination sur place des travaux régionaux ne sont pas encore arrivés.

En outre, la réorganisation du Ministère du Plan intervenue au milieu de l'année qui scinde la Direction de la Planification en Sous-Directions et Services entraîne un certain cloisonnement des tâches de la planification. Ces défauts handicapent particulièrement les travaux de régionalisation. Je pense cependant, que pour un élève déjà bien formé, qui réfléchit et sait prendre du recul lorsque c'est nécessaire, c'est une expérience, certes difficile, mais qui sera finalement profitable.

Il reste qu'il m'apparaît très souhaitable tant pour qu'il puisse prendre ce recul dans de bonnes conditions que pour confronter son expérience avec l'équipe de COTE D'IVOIRE, que M. VALETTE effectue une mission à Abidjan durant le premier semestre 1970. Il faudrait en outre qu'un membre du Comité Technique vienne sur place examiner et discuter avec M. VALETTE l'ensemble de ses travaux.

V - PROGRAMME SUR LA PLANIFICATION NATIONALE

1) L'examen des conditions d'élaboration et d'exécution du 2ème Plan camerounais a permis de dégager au premier trimestre de cette année les adaptations nécessaires pour le 3ème Plan. Ces adaptations visent à une meilleure définition du rôle de chacun des acteurs, à une régionalisation moins artificielle, à une concentration sur l'essentiel (problèmes fondamentaux et opérations stratégiques), à une moindre

rigidité en matière d'élaboration de programmes à moyen terme, à l'abandon d'un "habillage" statistique lourd et illusoire au profit de quelques séries essentielles et reconnues opérationnelles lors du contrôle d'exécution du 2ème Plan.

Ces orientations ont été approuvées par le Gouvernement et sont en cours d'exécution (avec retard). Il s'agit maintenant d'observer le déroulement de l'expérience et de consigner au fur et à mesure les résultats de cette observation, ce que j'ai commencé de faire en Septembre dernier.

2) L'élaboration du 3ème Plan a commencé par l'étude, par des groupes spécialisés, des problèmes fondamentaux qui se posent à l'économie camerounaise. Cette étude apparaît intéressante à un double titre : elle oblige à mettre en évidence les facteurs-clés du développement, elle montrera quelle est la capacité de la Puissance Publique à examiner et résoudre ces problèmes. Les groupes suivants ont été constitués et viennent de déposer leurs rapports : administration, financement, éducation - formation -emploi, développement rural, politique industrielle, commerce (intérieur et extérieur), organisation de l'espace, information statistique. La conclusion est qu'on en revient toujours à l'affirmation de GALBRAITH "Dans les premiers stades du développement la tâche n'est pas de fixer des objectifs de production ni de prévoir des dépenses d'investissement, c'est de poser les fondations d'une structure administrative, sociale et éducative qui permette de progresser".

J'ai personnellement participé à la mise en évidence des problèmes fondamentaux et aux travaux du groupe Financement (et accessoirement Administration et Information Statistique).

3) Enfin, dans le cadre de l'élaboration du 3ème Plan j'ai procédé à quelques projections globales à moyen terme. Ce travail, technique et somme toute peu absorbant, n'est probablement pas très fécond pour la recherche économique.

Il présente néanmoins les avantages classiques suivants :

- il provoque la réflexion : mettre en relation des grandeurs économiques, même globales, implique une certaine idée du fonctionnement de l'économie ;
- il incite les responsables gouvernementaux à affirmer et préciser un certain nombre d'options ;
- il met en évidence les études économiques et statistiques qu'il faut entreprendre en priorité.

Les calculs que je viens d'effectuer tout récemment sur le modèle de croissance m'ont conduit à y apporter plusieurs modifications. La note de présentation du modèle et des résultats ne peut donc être jointe à ce présent rapport. Je pense le rédiger sous peu.

Sous sa première forme, le modèle a fait l'objet d'une exploitation mécanographique permettant des études de sensibilité des paramètres (pour calculer une variante sur n'importe quelle année, il faut une minute de 360/40, y compris l'impression en clair des hypothèses et paramètres et du Tableau Economique d'Ensemble qui en résulte).

A plus long terme, ce travail pouvait être intégré à la mécanisation des Comptes Nationaux (Tableau Economique d'Ensemble et Tableau d'Opérations Financières) (1).

Il faut souligner incidemment que le Bureau d'Etude d'un Service Central d'Informatiques en AFRIQUE est un cadre privilégié pour la recherche économique : les informations concernant l'activité du Secteur Public y convergeront de plus en plus, les moyens de travail sont importants, l'intervention dans la politique économique est très modeste. L'ORSTOM a tout intérêt à recruter et former des économistes aptes à travailler dans ces bureaux d'étude.

4) Une question importante sur laquelle j'ai commencé à rédiger quelques notes est la suivante : comment sont prises celles des décisions importantes qui sont finalement appliquées ?

VI - LE ROLE DE L'ETAT DANS LE FINANCEMENT DU PLAN

Il a été prévu que la part du financement public, intérieur et extérieur, dans le financement du 2ème Plan serait voisine de 50 %.

L'Etat intervient directement dans le financement de l'économie par sa politique budgétaire (fiscalité, organisation et coût des services, transferts, dette), par la politique du Trésor (de quels Tiers et Correspondants mobilise-t-il les ressources et pourquoi ?), par l'action des organismes publics et para-publics et indirectement par ses relations avec les sources extérieures de financement, son attitude vis-à-vis du secteur privé et la latitude qu'il laisse aux autorités monétaires.

Le problème est de relier ces diverses interventions à la croissance du P.I.B. Jusqu'alors et comme il ressort de l'emploi du temps indiqué ci-dessus j'ai mesuré ces diverses

(1) voir page suivante

Cette phase, qui se termine, a nécessité une intervention directe, et je le reconnais trop diversifiée et trop orientée vers les besoins immédiats de l'action, dans le cadre du Ministère du Plan camerounais, au détriment de l'analyse théorique et de la rédaction de notes à caractère scientifique. L'année 1970 devrait consister :

- à mettre en forme définitive et à diffuser les investigations et analyses qui ont été faites jusqu'à présent ;
- à rédiger les parties descriptives relatives aux structures administratives, économiques et financières du CAMEROUN ;
- à synthétiser ces éléments dans une approche plus théorique.

Bien que l'élaboration du 3ème Plan risque d'entraîner des interventions débordant ce cadre de travail, j'ai bon espoir de ne pas courir un risque trop grand puisqu'il est finalement, et depuis peu, entendu que je n'aurai de responsabilités directes dans aucune des Commission de Planification.

VIII - PROBLEMES DIVERS

1) Direction Scientifique : Il semble maintenant établi que la direction scientifique de mon travail sera désormais répartie, selon ses différents aspects, entre M. MALINVAUD, M. MARC et M. LE HEGARA, sous la coordination de M. FICATIER.

Je pense qu'il m'incombe de rédiger un certain nombre de documents d'ici 6 mois pour les présenter et les discuter à l'occasion de mon prochain congé avec ces différentes personnalités.

interventions, évalué leurs contraintes et analysé les institutions où elles prennent corps. Il reste encore à mesurer leurs effets en termes de croissance.

En 1970 on disposera de Compte Nationaux sur huit années, de deux tableaux d'opérations financières (65/66 et 68/69), d'un Tableau d'Echanges industriels,⁽²⁾ de la Comptabilité détaillée du Trésor et enfin de la Balance des Règlements des années 1968 et 1969. C'est à partir de ces éléments qu'il faudra essayer de relier la politique financière de l'Etat à la croissance du P.I.B. dans le cadre de la Comptabilité Nationale.

VII - BILAN ET PERSPECTIVES

De ce qui précède, il ressort que l'année 1969 a permis :

- de rassembler et critiquer les informations chiffrées relatives au financement de l'économie ;
- d'observer le fonctionnement des structures administratives, économiques et financières et d'étudier les grands problèmes de l'économie camerounaise ;
- de mettre au point les méthodes d'élaboration du 3ème Plan compte-tenu de l'expérience du 2ème ;
- de favoriser l'utilisation immédiate de ces travaux.

A cela sont ajoutés :

- la poursuite du travail particulier qui constitue la codification économique des dépenses de l'Etat,
- le lancement du programme de M. VALETTE sur la régionalisation ;
- une réflexion commune des chercheurs de la Section sur leurs perspectives à moyen terme.

(1) voir page précédente

Ces travaux de Comptabilité Nationale sont menés sous la direction de M. ARKHIPOFF, administrateur de l'INSEE, assistant technique à la Direction de la Statistique du CAMEROUN.

(2) industriels, lire : Interindustriels

2) Organisation à moyen terme de la Section : diverses propositions ont été retenues cette année d'un commun accord avec des chercheurs de la Section en vue de dresser en 1971/1973 un bilan. J'apporterai comme prévu ma contribution à la préparation de ce bilan qui doit être coordonné à Paris par M. BOUTILLIER.

3) L'ORSTOM au CAMEROUN : il ne paraît souhaitable d'envisager la venue au CAMEROUN d'un troisième économiste, d'autant que mon départ interviendra en Juillet 1971. . . . M. LIERDEMAN semblait favorable à une telle affectation, à l'issue de son actuel programme. Il serait donc bon que ce dernier puisse effectuer une mission d'information au CAMEROUN dans les mois à venir.

4) Liaison avec les autres centres ORSTOM : C'est le contact avec les différentes équipes de l'ORSTOM et avec les pays où elles travaillent qui m'apparaît comme le meilleur stimulant de la recherche économique. Je souhaite donc continuer d'observer l'expérience ivoirienne, maintenir le contact avec l'équipe du SENEGAL, et si possible prendre contact avec M. SCHWARTZ en ALGERIE.

5) Enquête sur la commercialisation du poisson au CAMEROUN : un nutritionniste de l'ORSTOM, M. LAURE, vient de terminer deux études sur la pêche au CAMEROUN (pêche continentale et pêche maritime). Il souhaiterait à l'issue de son congé de 6 mois poursuivre ce travail par une étude systématique de la commercialisation du poisson au CAMEROUN, doublée d'analyses en laboratoire de cet aliment particulièrement important dans une économie forestière. Or l'analyse régionale met partout en évidence l'importance des circuits de commercialisation intérieurs.

Il me paraît important de favoriser un tel projet. Si j'ai l'accord du Chef de la Section de Nutrition de l'ORSTOM au CAMEROUN, je rédigerai prochainement une note sur ce projet, en liaison avec M. COUTY qui pourrait contrôler, du point de vue méthodologique et théorique, une telle enquête.

6) Recrutement d'économistes à l'ORSTOM : la recherche de l'économiste prévu pour épauler M. VALETTE a montré combien les effectifs de la Section étaient réduits. Il est urgent, si on veut que les travaux en cours soient poursuivis de recruter des chercheurs pour entreprendre les études de terrain que nécessitera l'étude du rôle de la région et de l'économie villageoise dans le développement et, dans un autre ordre d'idée, pour utiliser l'instrument d'étude privilégié que constitue la création, dans la plupart des pays d'AFRIQUE NOIRE francophone, de Services Centraux d'Informatique.
